Un territoire,
un élu, une histoire

JEAN-LOUIS GIBAULT, DÉLÉGUÉ CONSULAIRE POUR LA CIRCONSCRIPTION DE BELGIQUE

A Tourcoing dans le nord de la France, à peine un an après le référendum à l'issue duquel le Général de Gaulle quitta le pouvoir, Jean-Louis voit le jour en 1970 dans une famille de vieille tradition socialiste et radicale. Avec 4 grands-parents instituteurs, une mère professeur et un père médecin, il est un pur produit d'une famille issue de la méritocratie de la IIIème République. Son père, petit-fils d'un mineur qui créa les pharmacies minières et participa en 1905 à la fondation de la SFIO, fut très marqué par la guerre d'Algérie et fut le premier à rallier le Général et à soutenir fidèlement ses successeurs, tandis que sa famille maternelle était plutôt bretonne et socialiste.

Après un baccalauréat scientifique, il suit des études supérieures de lettres et d'histoire. Il rencontre alors le Pr. Jean-François Sirinelli, spécialiste de la vie politique sous la Vème République. Il termine ses études par Sciences Po Paris, puis le Collège de Bruges. Il commence sa carrière comme assistant parlementaire au Sénat à Paris en 1991, puis outre-Manche, à la Chambre des Communes en 1996. A partir de 1997, il devient consultant indépendant entre Lille et la capitale belge.

En politique, il exerce un premier mandat (1995-2001) dans le groupe du maire socialiste à Wattrelos, ville de France située à la frontière avec la Belgique de 50 000 habitants. Il évolue ensuite vers le centre-droit et rejoint l'UDF en 2001 puis l'UMP en 2002, avant d'être élu délégué consulaire en 2014. Face à la menace du Front national aux élections régionales de décembre 2015, il se mobilise et lance un appel à voter en faveur de Xavier Bertrand entre les deux tours de scrutin dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie. Il se définit comme « Breton par le sang, Français par le cœur, Européen par raison »

Pourquoi vous êtes-vous engagé dans les élections consulaires et AFE?

J'ai été élevé dans une ville frontalière, Wattrelos. La frontière était à moins de 100 mètres de la maison. Enfant, pour me rendre chez mes copains de classe, le plus court chemin passait souvent par la Belgique. J'ai donc été très jeune habitué à passer une frontière. J'ai vite réalisé que ces dernières étaient, sous certains angles, « virtuelles ».

Mon premier contact avec une communauté d'expatriés a eu lieu en 1994, alors que 'effectuais un stage à l'Ambassade de France à Washington. J'y ai rencontré de nombreux Français qui travaillaient dans la capitale américaine et, par la même occasion, j'ai découvert les différents cercles et associations qui structurent la communauté des expatriés.

Par la suite, dans le cadre de ma thèse de doctorat en géopolitique, j'ai rencontré le conseiller politique de Robin Cook, alors ministre des Affaires étrangères du Cabinet fantôme britannique (cabinet de l'opposition). Le Breton que j'ai toujours été s'est alors fort bien entendu avec l'Ecossais et, par son entremise, j'ai été mis en contact avec Joyce Quin, ministre des Affaires européennes. Je suis devenu son assistant à la Chambre des Communes pendant une session parlementaire. Cela a été une expérience très enrichissante. Pendant un an, j'ai vécu la vie d'un Français expatrié dans une grande ville anglophone tout en travaillant dans un environnement purement local.

J'ai découvert en même temps le New Labour de Tony Blair, et n'ai pas manqué de faire la comparaison entre la culture économique des Britanniques et celle des Socialistes français. Confronté à l'euroscepticisme de beaucoup d'amis britanniques, j'ai compris l'importance de la construction européenne. Pour approfondir ma connaissance de l'Europe, j'ai rejoint le Collège de Bruges. J'y ai poursuivi mon évolution politique, fruit de ma rencontre avec Alain Lamassoure, alors porte-parole du Gouvernement d'Alain Juppé, que j'avais invité à un débat franco-britannique sur la construction européenne. J'ai attendu la fin de mon mandat à Wattrelos pour rejoindre l'UDF sans trahir mes racines.

A partir de 2001, j'ai vécu une vie professionnelle et familiale transfrontalières. J'ai finalement décidé de poser mes valises en 2008, année de mon enregistrement au consulat général.

Mon goût pour la Chose publique (la « res publica ») et ma volonté de réussir l'union de ma famille politique sont toujours intacts. En effet, pour défendre les intérêts de nos compatriotes expatriés, nous sommes plus forts lorsque nous sommes unis. Les divisions lors de l'élection de la présidence de l'Assemblée des Français de l'Etranger en octobre 2014 en sont la preuve vivante. Dans le combat contre la politique discriminatoire de Bercy, relayée par les élus socialistes, la perte de la présidence de l'AFE, certes à cause de petits calculs et d'ambitions personnelles, mais aussi par manque de culture d'union, a été un faux pas que nous payons encore.

Le 20 septembre 2015, Jacky Deromedi (Sénatrice des Français de l'étranger) et Jean-Louis Gibault (délégué consulaire) dans les rues de Bruxelles. Et Le 2 décembre 2015, Jean-Louis Gibault, en sa qualité de Président de la Renaissance française (RF) en Belgique, en compagnie de Joëlle Garriaud-Maylam (Sénatrice des Français de l'étranger), Dominique Misson de Saint Gilles (Présidente de l'Eventail), Pr Denis Fadda (Président International de la RF), Didier Reynders (Ministre fédéral des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes) et Claude-France Arnould (Ambassadeur de France en Belgique)

Que pensez-vous globalement du mantat de délégué consulaire, et plus globalement, de la réforme de juiller 2013?

D'après la réforme de juillet 2013, un délégué consulaire est avant tout un grand électeur lors des élections sénatoriales. Mais un délégué consulaire est également un conseiller consulaire en puissance. Depuis 2014, plusieurs démissions ont permis à des délégués de devenir conseillers consulaires.

En tant que délégué consulaire, je ne siège pas au sein du conseil consulaire mais je me donne les moyens d'être utile. Je continue à mettre mon énergie au service des autres en animant diverses associations regroupant des compatriotes installés en Belgique comme l'UFE, la Renaissance française ou encore des unions de Français démocrates et républicains. Ces dernières connaissent un vrai succès : chaque mois, nous organisons un événement où le culturel, le gastronomique et le festif se joignent au politique. Nous avons déjà une dizaine d'événements planifiés en 2016.

Le soutien apporté par nos Sénateurs des Français de l'Etranger est essentiel. En 6 mois, 4 d'entre eux nous ont rendu visite et nous ont apporté aide et conseils. Je tiens à leur rendre hommage. Par ailleurs, nous travaillons en parfaite harmonie avec le MR, parti libéral belge avec lequel nous avons des liens forts tant au niveau local que national. Ces liens de confiance et de travail nous permettent d'aider nos compatriotes. Certains de leurs élus locaux sont d'ailleurs franco-belges, comme Jean-Manuel Cisey, échevin (adjoint au maire) dans la région bruxelloise. Riches du soutien de nos élus à Paris et en Belgique, nous pouvons travailler efficacement pour les Français de l'Etranger, même les simples délégués consulaires

Bruno Théret (UDI, CC du Luxembourg, conseiller AFE), Catherine De Vallois (MoDem, CC de Belgique) et Jean-Louis Gibault (LR, DC de Belgique), samedi 16 janvier, à l'occasion des Voeux de l'Union des Français démocrates de Bruxelles

Quelles sont, selon vous, les principales problématiques rencontrées pas les français de votre circonscription et comment les politiques pourraient-ils y répondre?

Je n'en citerai que trois pour ne pas être trop long. Premièrement, les voies de communication entre la Belgique et la Bretagne sont assez mal desservies : il faudrait y remédier car la proportion de Bretons au plat-pays est importante.

Deuxièmement, l'arrivée de Français jeunes avec des enfants dans un réseau éducatif francophone bruxellois au bord de l'asphyxie nécessite l'ouverture d'un nouveau lycée Français.

Troisièmement, Bercy a concédé aux autorités fiscales belges l'addition des centimes additionnel: ce n'est ni plus ni moins qu'une double imposition déguisée.

En octobre 2015, Jean-Louis Gibault a rencontré Nicolas Sarkozy, Président du parti Les Républicains, à Paris.
Jean-Louis Gibault et Alain Lamassoure au Parlement européen, en janvier 2016

Pouvez-vous nous parler d'un projet qui vous tient particulièrement à coeur pour les français de votre circonscription?

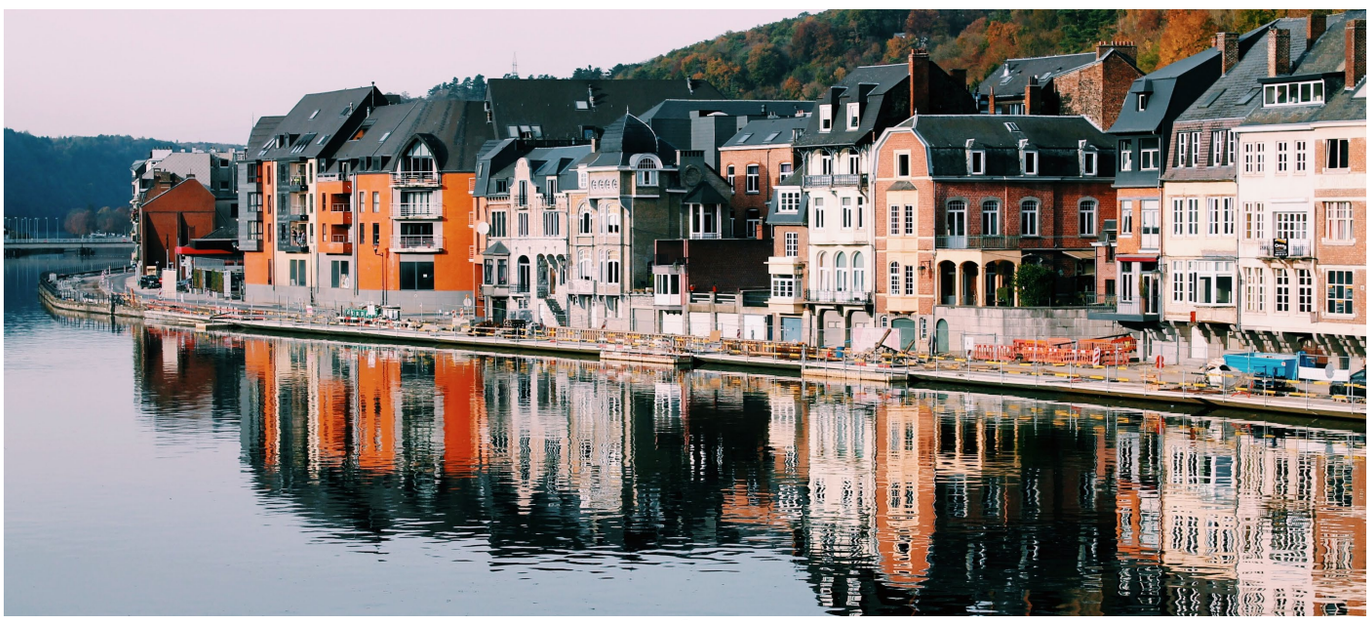
Parallèlement à mes activités professionnelles et politiques, mon amour de la langue française m'a conduit à créer une délégation de la Renaissance française en Belgique.

Cette association, fondée en 1915 par le Président de la République Raymond Poincaré et sous l'actuelle présidence d'honneur de Madame Simone Veil, a pour devise « Francophonie, Culture, Solidarité ». L'intérêt suscité par la Renaissance depuis le printemps dernier est réel. Les Français expatriés ont besoin de lien, et tout particulièrement de lien culturel. Là encore, la question de l'identité est au coeur de la problématique. La langue est un élément structurant de notre identité. En Belgique, elle nous rapproche de nos hôtes et entretient le lien entre compatriotes français.

Pour finir, une petite anecdote sur la vue de français installés en Belgique?

Dans certaines communes, comme Uccle (agglomération bruxelloise), l'amour de la France est à ce point ancré que la municipalité organise le bal du 14 juillet. Autre exemple, un élu ucclois, le Vice-Premier ministre Didier Reynders, est venu célébrer avec la Renaissance Française le 75ème anniversaire de l'Appel du 18 juin, le jour même des commémorations de Waterloo.

Permettez-moi de profiter de cet espace pour, d'une part, présenter à nos compatriotes de l'étranger mes vœux les plus chaleureux et les plus solidaires pour 2016 et pour, d'autre part,

remercier sincèrement notre nouvel ambassadeur en Belgique, S.E Claude-France Arnould, qui répond toujours positivement à mes sollicitations quand il s'agit de soutenir un évènement organisé pour les Français de Belgique.

Les élus de droite et du centre de Belgique ont célébré la nouvelle année, samedi 16 janvier, entourés d'élus belges et de militants. Etaient présents (LR) Jeremy Michel (CC) et Jean Louis GIBAULT (DC) ; (UDI) Caroline Laporte (CC), Thierry Masson (DC) et Bruno Théret (CC, conseiller AFE) ; (MoDem) Catherine de Vallois (CC) ; (UFE Belgique) Jean Marc Roussot (président) ; (French Planète Belgique) Fabien Ferasson de Quental ; Armand De Decker (Ministre d'Etat), Alain Courtois (1er Echevin de Bruxelles), Jacqueline Rousseaux (Député), et Jean Manuel Cisey (Echevin)